

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Paris, le

Monsieur le Président,

Vous avez appelé mon attention sur la question de l'épargne salariale.

Comme vous le savez, j'ai soutenu le développement de l'épargne salariale en France tout au long de mon mandat. J'ai réformé les dispositifs d'intéressement et de participation pour les rendre plus souples et plus accessibles. Nous avons créé un crédit d'impôt intéressement pour développer l'intéressement dans les PME. Enfin, j'ai demandé aux partenaires sociaux de négocier sur le partage de la valeur dans l'entreprise. Cette négociation n'ayant pas abouti, nous avons pris nos responsabilités, en faisant voter une loi qui oblige désormais toutes les entreprises de plus de 50 salariés qui augmentent les dividendes sur deux années à verser une prime à leurs salariés.

Je crois profondément dans l'épargne salariale, surtout à l'heure où nous devons de toutes nos forces réaffirmer deux idées essentielles : dans l'entreprise comme partout ailleurs, il n'est de richesse que d'hommes. Il est donc normal que les richesses créées par l'entreprise soient équitablement réparties et que les salariés en aient leur juste part ; le capitalisme est fait pour créer des biens et des services, pour créer de la valeur, pour améliorer le bien-être, et non pas pour spéculer et nous rendre esclaves de la seule valeur du profit à court terme. L'entreprise a besoin de durée pour concilier création de richesses, croissance, développement, innovation, confiance et mieux-être au travail. L'épargne salariale contribue pleinement à la poursuite de ces objectifs.

Si les Français me font de nouveau confiance, je relancerai le débat sur la question de la juste répartition des profits dans l'entreprise. Des formules existent pour que cette répartition soit plus favorable aux salariés, plus juste, plus à même de renforcer le lien indispensable de confiance qui doit se créer entre management, actionnaires et salariés.

Philippe LEPINAY
Président de la FAS
45, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Dans le cadre du rétablissement des finances publiques, nous avons demandé des efforts à chaque Français. J'ai pris l'engagement de rétablir l'équilibre de nos comptes publics en agissant prioritairement sur la baisse des dépenses. Avec un taux de prélèvement obligatoires et de dépenses publiques par rapport au PIB parmi les plus élevés d'Europe, nous devons agir prioritairement sur la baisse de la dépense pour réduire notre déficit et notre dette.

Dans ce cadre, je conserverai un régime fiscal et social favorable à l'épargne salariale, qui est la condition de son développement. Les propositions du candidat socialiste qui prévoient d'augmenter de 2,6 Mds d'euros la fiscalité sur l'intéressement et la participation vont tuer ces dispositifs auxquels sont attachés les salariés et les entreprises.

Je ne remettrai pas en cause la fiscalité du livret A car elle est indispensable pour la construction de logements sociaux. Mais je ne suis pas favorable à une augmentation du plafond du livret A proposée par le candidat socialiste car c'est une mesure inutile qui profiterait aux plus aisés (seuls 9% des livrets sont au plafond) et pénaliserait le financement des entreprises françaises.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Nicolas SARKOZY